
Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique

VERS UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 16 – 18 mars 2022

**ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL OU FORMATION PROFESSIONNELLE : UNE APPROCHE
EXPÉRIMENTALE DE L'ANALYSE DES CRITÈRES DE CHOIX DES FILIÈRES DE
FORMATIONS UNIVERSITAIRES PAR LES APPRENANTS AU CAMEROUN**

HILAIRE NKENGFACK

Chef de Département d'Économie publique, Laboratoire de recherche en économie fondamentale et appliquée (LAREFA), Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Dschang, Cameroun
h.nkengfack@gmail.com

RÉSUMÉ – L'intuition derrière cette étude est de chercher à savoir si les candidats à une première inscription dans l'enseignement supérieur, une fois leurs choix de filière effectués, les regrettent et sont disposés à les changer en cours de formation. À partir de l'application des techniques empruntées à l'économie expérimentale sur deux échantillons d'étudiants, il en ressort que, même en présence d'un système d'incitations financières, les étudiants sont dans l'ensemble victimes d'un « effet de dotation », respectivement à 90,22% dans les filières professionnalisantes et à 64,71% dans les filières d'études fondamentales. Pourtant, lorsqu'on questionne leurs espérances en termes de type d'emplois à occuper à la fin de la formation, on s'aperçoit que ces choix ont été opérés plutôt dans un contexte d'informations limitées par rapport aux perspectives d'emplois futurs. Leurs choix s'expliquent alors davantage par des déterminants émotifs et cognitifs. Ce faisant, les apprenants s'écartent des types de formations qui pourraient permettre de construire des économies vertes, inclusives et résilientes, face notamment aux chocs environnementaux et sanitaires tels la Covid-19.

Mots-clés : effet de dotation, filières de formation, économie expérimentale, transitivité des préférences.

Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité de ou des auteurs.

1. Introduction

Le rôle déterminant de l'éducation et de la formation dans le processus de développement fait maintenant l'objet d'un consensus au sein de la communauté internationale. En effet, depuis la conférence d'Addis Abéba en 1961 jusqu'au Forum de Dakar de 2000 au cours duquel les Objectifs du Millénaire du Développement (OMD) ont été élaborés, l'éducation pour tous prônée par l'UNESCO à partir de 2005 est réaffirmée comme une priorité (Hugon, 2005). Elle se réalise au sein d'une institution, l'école ; et plus tard, l'université. Cette institution fait en amont l'objet de choix et de décisions de la part des individus (apprenants) ; et conduit en aval à leur insertion sur un marché du travail.

Au Cameroun, le premier Document de stratégie pour la croissance et l'emploi du Gouvernement (DSCE, 2009) est considéré comme la boussole du pays en matière de son émergence économique. Il y est affirmé, entre autres, que « *les stratégies de développement du secteur social permettront ... de mettre en place un système éducatif reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement* ». Tout récemment, le document de Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) conforte cette vision en affirmant que « *la transformation structurelle de l'économie nationale requiert la disponibilité d'un capital humain compétent et compétitif ...* ».

La présente étude s'insère au plan théorique aux nombreuses autres études réalisées sur les théories de la croissance endogène. Celles-ci ont montré qu'il existe une relation étroite et positive entre le développement du capital humain et la croissance économique (Mincer, 1958 ; Shultz, 1959, 1961, 1972 ; Becker, 1964 ; Romer, 1986, 1990 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1990 ; Valero et Van Reenen, 2019). En effet, les travaux pionniers de Mincer (1958), Schultz (1963) et Becker (1964) ont relevé le rôle et la spécificité de la formation pour expliquer les revenus des individus. Plus récemment, l'éducation a été analysée par Romer (1986) et Lucas (1988) comme moteur de la croissance économique. Dès lors, un des facteurs explicatifs des écarts de niveaux de vie entre pays est la plus ou moins grande précocité historique des progrès éducatifs. Si l'on considère des pays de taille et de poids comparables comme les États-Unis, la Russie, l'Inde ou la Chine, le fait que le premier pays cité soit devenu de loin la première puissance économique mondiale est lié à la mise en place d'un système éducatif primaire généralisé dès le XIXe siècle, puis secondaire et tertiaire dans la première partie du XXe (Brasseul, 2007).

Toutefois, il est loisible de constater que les candidats à une première inscription à l'université ne disposent pas toujours de toutes les informations susceptibles de leur permettre de faire un choix éclairé de filière de formation en vue d'une meilleure insertion future au marché du travail. Il s'ensuit alors régulièrement un décalage entre la formation suivie par certains étudiants et leur visée en termes d'emplois qu'ils espèrent occuper. L'intuition derrière cette étude est alors de savoir si une fois inscrits à l'université, les étudiants regrettent leurs choix de filières et sont disposés à les changer en cours de formation en vue de se réorienter conformément aux nouvelles perspectives offertes par le marché du travail.

Cependant, la question du degré d'information sur la nature des filières de formation universitaire choisies par les étudiants, en comparaison à leurs aspirations professionnelles futures, reste encore à notre connaissance, très peu documentée. En effet, les réponses apportées par les apprenants par rapport aux types d'emplois qu'ils souhaiteraient occuper à la fin de leur formation laissent transparaître un faible lien entre le type de formation choisie et les perspectives d'emplois espérés.

A travers une approche originale empruntée à l'économie expérimentale et appliquée à deux groupes d'étudiants de première année de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) de l'Université de Dschang au Cameroun au début de l'année académique 2020/2021, nous tentons de vérifier la cohérence de leurs choix de filière par rapport aux emplois futurs visés.

Dans un pays comme le Cameroun, on assiste le plus souvent à la corruption et à des détournements de revenus publics à des usages privés. Ainsi, la mauvaise gouvernance affecte l'économie dans son entièreté en modifiant par exemple les incitations des individus dans le choix de formation. Les individus prennent, en moyenne, une décision dans n'importe quel domaine de la vie lorsqu'ils en escomptent un certain gain. Le problème que pose la mauvaise gouvernance en matière d'éducation est qu'elle oriente même le choix des filières de formations des apprenants ou des investissements vers les activités favorisant l'accès à la rente publique, les poussant à des choix prioritaires des écoles d'administration telles que la police, l'armée, la magistrature, les services des impôts, de douane, etc. ; au détriment des formations en technologie et ingénierie. A titre d'illustration, la Malaisie, un pays producteur de pétrole comme le Cameroun, présente des performances remarquables avec seulement 4% de taux de pauvreté ; contre 37,5% au Cameroun selon les résultats de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4) publiés par l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun en 2014. La Malaisie a également un meilleur profil de gouvernance comparé à l'ensemble des pays de la sous-région de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC¹). En moyenne annuelle, 40% des étudiants malais poursuivent des études d'ingénieurs, contre seulement 30% en sciences sociales. En comparaison des données disponibles, l'inverse s'observe pour les étudiants de la CEMAC (Avom, et Omgba, 2017). En particulier, même si les filières scientifiques et technologiques des universités publiques représentent 58% de l'offre de formation, contre 48% pour les filières des sciences sociales (MINESUP, 2018), seulement 22% des étudiants camerounais sont enregistrés dans des études d'ingénieurs, contre 61% en sciences sociales (Avom et Omgba, 2017).

Il sera donc question dans cette étude de la vérification empirique de la « théorie des dotations » (Knetsch, 1989) appliquée aux critères de choix entre les filières de formation fondamentale, dites « générales » ou « classiques » ; et les filières professionnalisantes par les apprenants. L'« effet de dotation » est une sorte de biais cognitif et émotionnel conduisant les individus à attribuer à un bien qu'ils possèdent déjà, plus de valeur que s'ils ne le possédaient pas encore. Cet effet implique alors que lorsque les individus entrent en possession d'un bien, ils changent leur façon de l'évaluer, notamment par la présence d'éléments affectifs.

La présente étude cherche alors à savoir si les étudiants camerounais choisissent en toute rationalité entre les filières de formation fondamentale offrant pourtant peu de chance d'accès à l'emploi dans le contexte socioéconomique actuel ; et les filières professionnalisantes plus à même de conduire à un emploi. En d'autres termes, une fois leur choix de filière effectué, ne peuvent-ils pas le regretter par la suite et opter pour une filière alternative, surtout en cas d'incitations organisées dans le cadre d'un marché contingent ?

L'article se lit comme suit. D'abord l'importance de l'enseignement technique professionnel sur la croissance économique est exposée. Par la suite, une revue théorique et empirique de l'étude est présentée. Plus loin, nous déclinons la méthodologie de l'étude, ainsi que le processus de collecte

¹ La Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) est composée de 6 Etats membres dont le Cameroun, le Congo, la République centrafricaine, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Le Traité instituant la CEMAC a été signé en 1994 à Ndjamena au Tchad et entré en vigueur en 1999.

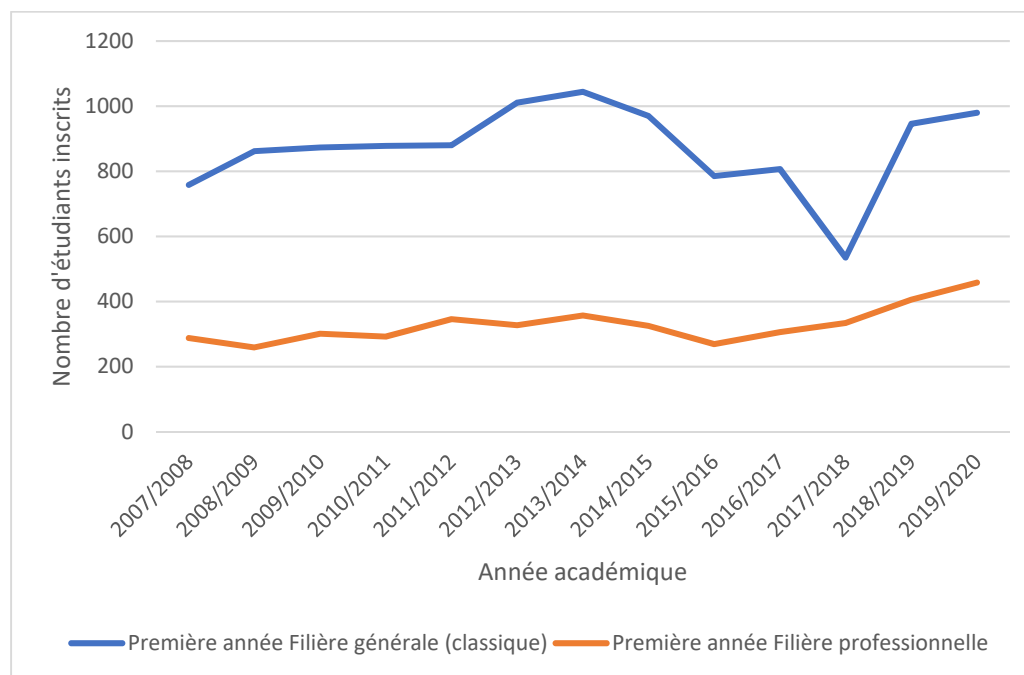
de données ; suivie de la présentation des résultats des analyses statistiques. Nous concluons enfin l'étude, non sans en tirer quelques enseignements de politique économique.

2. Importance de l'enseignement technique professionnelle sur la croissance (verte)

Paulin Hountondji, un des plus illustres philosophes africains du 20^e siècle affirmait déjà en 1976 que « *ce n'est pas de la philosophie, c'est d'abord de la science que l'Afrique a besoin* ». Dès lors, les instituts, universités et divers centres de formation ont créés pour permettre à tous les citoyens de développer des compétences dont ils ont besoin pour avoir une carrière professionnelle enrichissante. L'accès à un enseignement postsecondaire de grande qualité devient essentiel si l'on veut promouvoir une croissance économique inclusive et apporter un soutien aux personnes qui cherchent à rejoindre les rangs de la classe moyenne de la population (Glaeser et Lu, 2018). Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre d'établissements d'enseignement supérieur de 10% dans une région contribuerait à une augmentation future de 0,4% de la croissance économique dans cette région (Valero et Reenen, 2019). Par voie de conséquence, la fourniture de programmes de formation centrés sur la mise à niveau des compétences de base, l'acquisition des compétences essentielles et des compétences techniques professionnelles et scientifiques est nécessaire pour s'assurer que tout citoyen dispose des outils nécessaires pour accéder à un emploi gratifiant et pour contribuer pleinement à la prospérité de sa collectivité. S'agissant particulièrement de la croissance verte, l'« hypothèse dite de Porter » (1991, 1995) assigne un rôle central à l'innovation et au changement technique. Dans une perspective dynamique, l'adoption de nouvelles technologies au service de l'environnement peut conduire à une réduction des coûts de production, à travers une hausse de l'efficacité, de la productivité et l'émergence de nouvelles opportunités de marché du travail, contribuant ainsi à réaliser la transition énergétique, et partant la transition écologique, gage de la lutte contre le changement climatique.

Toutefois, face à la mondialisation et à la concurrence des autres régions en expansion économique, le continent africain en général, et le Cameroun en particulier reste à la traîne. Pour profiter pleinement de la croissance mondiale, les pays africains doivent vite réagir et se positionner sur la bonne voie. Or, ils ont un important avantage : actuellement, plus de la moitié de la population africaine est âgée de moins de 25 ans (BAD, 2007). La situation démographique offre donc un fort potentiel de croissance économique. Mais cela n'est possible qu'à condition que les jeunes soient formés correctement et en adéquation avec les besoins du marché du travail. C'est donc à ce niveau que la pertinence d'un bon enseignement technique professionnel et scientifique entre en jeu. C'est sans doute pour cela qu'au Cameroun, ces formations suscitent de plus en plus d'intérêt auprès des étudiants, même si leur nombre reste largement inférieur à celui des formations classiques (voir Figure 1).

Figure I : Evolution du nombre d'inscrits dans les filières générales (classiques) et professionnelles de la FSEG/UDs entre 2007 et 2020



Source : Nos données.

En effet, la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) de l'Université de Dschang offre deux types de formation. D'une part une formation de type classique offrant des formations fondamentales ou générales dans le domaine des sciences économiques et de gestion ; et d'autre part une formation professionnalisante dans le domaine des sciences de gestion (comptabilité, finance, fiscalité, marketing, etc.).

Bien que les formations professionnalisantes ne portent que sur les techniques commerciales et comptables, c'est-à-dire des techniques de management au sens large (« techniques soft »), les apprenants sont tout de même appelés à développer des compétences transversales. En effet des compétences, même pour des apprenants en techniques dures, c'est-à-dire par exemple en chaudronnerie, maçonnerie, électricité, plomberie, ébénisterie, etc. (« techniques hard »), sont nécessaires pour les tâches administratives et de gestion, de commercialisation, de distribution.

3. Revue théorique et empirique de la littérature

Quelques études ont exploré l'impact de certaines variables sur le choix de filières universitaires. Illustrons quelques-unes de ces études.

Duru et Mingat (1979) ont été les premiers à présenter un modèle de choix de filières universitaires en tenant compte de la probabilité de réussite. Ils ont suggéré qu'il y aurait un arbitrage entre le rendement de l'éducation et la possibilité d'un échec. D'après les auteurs, les individus choisissent les voies d'études qui ont pour eux le plus grand intérêt en supposant donc que le choix du bachelier s'effectue en situation d'information parfaite. La principale hypothèse des auteurs est que toutes choses égales par ailleurs, les étudiants préfèrent d'autant plus une discipline qu'elle débouche sur des carrières professionnelles intéressantes, en tenant compte des atouts qu'ils disposent au moment du choix de leurs filières. De façon empirique, les auteurs ont utilisé les données sur 1250

étudiants inscrits pour la première fois dans 8 filières à l'Université de Dijon en 1974 pour montrer que d'une façon générale, plus l'étudiant est favorisé par ses caractéristiques individuelles et socioéconomiques, plus il valorise le rendement de l'éducation au mépris du risque d'échec ; par contraste, plus il est défavorisé plus il s'oriente en négligeant le rendement de l'éducation au profit de la probabilité de succès. Avec les résultats de leurs estimations, ils ont montré par exemple que l'âge est un facteur associé négativement à la réussite dans presque toutes les disciplines retenues, c'est-à-dire que les plus jeunes réussissent mieux.

Berger (1988) quant à lui, en utilisant les données du National Longitudinal Survey of Young Mens (U.S.A.), a montré que les individus dans leurs choix de filières privilégient beaucoup plus les revenus anticipés de leur formation que les caractéristiques socio-économiques dont ils sont dotés au moment du choix de leurs voies d'études. En d'autres termes, les choix de filières sont plus influencés par les flux futurs de revenus anticipés que par les revenus de départ. L'hypothèse fondamentale et implicite de Berger est que les individus ont parfaitement l'information sur le marché du travail avant de faire leurs choix de filières.

Fiorito et Dauffenbach (1982) ont eux aussi confirmé l'hypothèse d'une importante influence des variables monétaires dans le choix des filières. Mais contrairement à d'autres études qui ignorent les déterminants non pécuniaires, ils ont suggéré qu'il serait intéressant d'en tenir compte au risque d'obtenir des résultats biaisés.

D'autres auteurs comme Montmarquette, Cannings et Mashedjian (1997, 2002), dépassant le cadre d'analyse de la plupart des études sur les déterminants de choix de filières qui supposent soit une probabilité constante de succès dans toutes les filières universitaires ou soit une variable de revenu anticipé constante, ont introduit dans les modèles traditionnels de choix de filières, la variable individuelle de revenu anticipé pour expliquer la probabilité qu'un étudiant avec des caractéristiques spécifiques choisisse une filière parmi celles qui lui sont offertes. Ce qui suppose d'estimer pour chaque étudiant dans l'échantillon leurs probabilités de succès dans les différentes filières universitaires, de calculer leur revenu espéré à la fin des études ainsi que sur le revenu alternatif s'ils n'obtiennent pas leur diplôme. Ils ont confirmé l'hypothèse de l'importance de la variable « revenus anticipés » dans le choix de filières universitaires avec les données américaines du National Longitudinal survey of Youth, avec des différences significatives au niveau du genre et de la race.

En retenant les mêmes variables que celles utilisées avec les données du National Longitudinal Survey en 1997, Montmarquette, Mourji et Mashedjian (1998) ont appliqué le modèle à l'analyse du choix de filières universitaires par les lycéens marocains. Il ressort de leurs analyses économétriques que tant les caractéristiques individuelles (âge, sexe, série du BAC, etc.) et d'environnement économique et social influent sur le choix des bacheliers. En particulier, plus l'étudiant est jeune, plus il préfère des formations sélectives et relativement longues ; en d'autres termes, le fait d'être jeune ouvre plusieurs opportunités d'études et un éventail de choix assez important car il est bien vu dans la société et il peut aussi facilement bénéficier des aides de diverses manières. Ils ont donc sur ce point montré avec les données marocaines que plus l'élève a un âge avancé, moins il est performant et opte pour des formations peu sélectives et relativement courtes notamment au Maroc dans les études de langues ; pour la variable sexe, les filles optent plus pour les filières littéraires. D'un autre point de vue, les enfants issus de parents relativement instruits choisissent des filières autres que les Lettres.

Toutes les études précédentes supposent que les individus ont une parfaite information sur les signaux émis par le marché du travail. Toutefois dans la réalité, très peu d'individus sont au courant de ce qui se passe réellement sur le marché de l'emploi, du moins au moment de leur décision de choix de voies d'études ; l'accès aux informations sur le marché de l'emploi, au moment du choix de la voie d'étude par les bacheliers, reste assez limité. Plusieurs autres études confirment l'importance des facteurs monétaires dans le choix de filières.

Cependant ces études ignorent l'effet du risque de chômage associé à chaque filière dans le choix en question. A côté des facteurs monétaires qui entrent en ligne de compte et qui sont le plus privilégié dans ces études, les aspects non monétaires dans le choix de filières doivent rester non négligeables.

4. Méthodologie

4.1. Dispositif expérimental

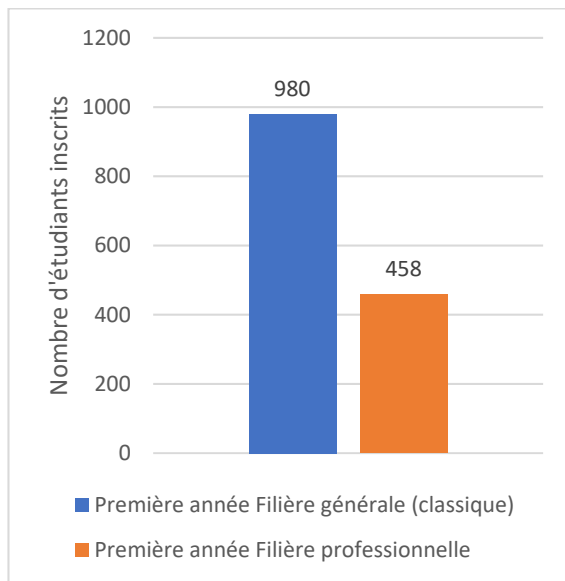
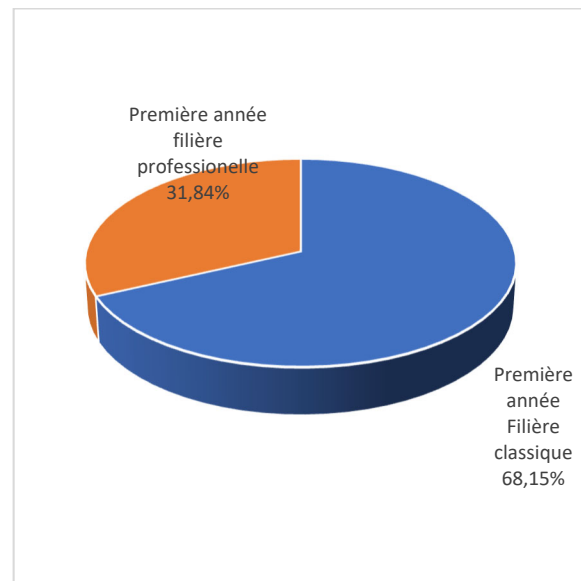
L'expérience est réalisée dans le cadre du Laboratoire de Recherche en Economie Fondamentale et Appliquée (LAREFA) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Dschang située dans l'Ouest du Cameroun. Elle concerne les étudiants de première année de cet établissement s'étant portés volontaires à passer l'expérience. Les sujets sont divisés en deux groupes. Les sujets du groupe 1 sont constitués de façon aléatoire d'étudiants ayant choisi la filière professionnalisante en comptabilité, finance et marketing où les frais de scolarité s'élèvent à 150 000 F CFA². Il leur est demandé, en cas de possibilité offerte, de changer de filière pour s'inscrire dans la filière d'études fondamentales où le montant des frais de scolarité plus faible, se situe à 50 000 F CFA, moyennant le remboursement du trop-perçu correspondant à un montant de 100 000 F CFA. Ils peuvent donc recevoir une somme d'argent au moins égale à 100 000 F CFA, mais pouvant aller jusqu'à un certain seuil que nous fixons à 500 000 FCFA (par unité de 10 000 F CFA) pour tenir compte de quelques désagréments provoqués par le changement de filière de formation (coûts d'acquisition d'une nouvelle documentation, coûts d'opportunité, etc.). Dans le groupe 2, il est proposé aux étudiants ayant initialement choisi la filière d'études fondamentales (formation générale en sciences économiques et management) de migrer vers la filière professionnalisante, quitte à recevoir une compensation correspondant au supplément de leur frais de scolarité, soit une somme d'argent minimale de 100 000 F CFA. Cette somme peut également aller jusqu'à 500 000 F CFA pour les mêmes raisons que précédemment. En clair, la compensation pourrait varier entre 100 000 et 500 000 F CFA (par unité de 10 000 F CFA).

Dans ces conditions, le problème de choix dans les deux groupes d'étudiants est identique : ils doivent révéler leur préférence entre la filière professionnalisante et une somme d'argent à recevoir. En conséquence et selon la théorie de l'utilité, les fréquences de choix de la filière professionnalisante devraient être identiques pour les deux groupes d'étudiants (May, 1954 ; Tversky, 1969 ; Knetsch, 1989 ; Eber et Willinger, 2012).

4.2. Données et procédures de collecte

Les données sont issues de l'expérience réalisée sur les étudiants de première année de premier cycle de l'enseignement supérieur des deux filières de formation offertes à la Faculté des sciences économiques et de Gestion de l'Université de Dschang au début de l'année académique 2020/2021.

² 1 F CFA \approx 0,0015 euro.

Figure IIa : Structure des effectifs des étudiants inscrits en première année à la FSEG en 2020/2021**Figure IIb : Pourcentage d'étudiants inscrits dans chacune des filières en première année à la FSEG en 2020/2021**

Source : Nos données.

Au cours de l'année académique 2020/2021, 1438 étudiants sont inscrits à la FSEG dont 980 dans la filière générale ou fondamentale et 458 dans la filière professionnalisante.

Le nombre d'étudiants prenant part à l'expérience a été arrêté en fonction du nombre de volontaires qui se sont manifestés, soit 700 en tout, pour un taux d'échantillonnage global de 48,67%. Le Tableau 1 présente les détails de l'échantillonnage de la population totale étudiée.

Tableau 1 : Plan d'échantillonnage

Filières de formation	Effectif total	Effectif des sujets ayant pris part à l'expérience	Taux de sondage par rapport à l'effectif du groupe (en %)
Sujets du groupe 1 (filière professionnalisante)	458	224	48,90
Sujets du groupe 2 (filière fondamentale ou classique)	980	476	48,57
Ensemble	1 438	700	48,67

Source : Nos résultats.

Etant donné que les étudiants des filières professionnalisantes et ceux des filières fondamentales représentent respectivement les 32% et 68% d'inscrits, le même pourcentage d'étudiants de chaque filière a été retenu. Ainsi, 224 de la formation professionnalisante et 476 étudiants de la formation fondamentale ont pris part à l'expérience. Les sujets du groupe 1 (étudiants de première année du

cycle de Licence professionnelle) sont aléatoirement constitués d'un échantillon des 224 étudiants, soit environ 48,57% des effectifs des étudiants dans cette filière. Ceux du second groupe (étudiants de première année du cycle de Licence en formation fondamentale) constituent un échantillon aléatoire de 476 représentant également environ 48% des effectifs dans cette filière.

5. Résultats des analyses descriptives de données

Nous vérifions à travers une analyse descriptive (Tableau 2), l'effet de dotation pour l'échantillon global.

Tableau 2 : Effet de dotation pour l'échantillon global

Choix initial	0 (pas de changement de filière)	de 1 (changement de filière)	Total	% de changement de filière
0 (formation fondamentale)	209	114	323	35,29
1(formation professionnalisante)	166	18	184	9,78
Ensemble	375	132	507	26,03

Source : Nos résultats.

Il ressort des analyses descriptives les principaux constats suivants.

Pour l'ensemble, 26% seulement d'étudiants consentent à changer de filière si l'occasion leur était offerte, de passer de la filière de formation fondamentale à la filière professionnalisante ; ou alors de la filière professionnalisante à la filière classique, soit un taux de stabilité global d'environ 74%. L'effet de dotation est alors vérifié pour l'échantillon global. Pour l'essentiel, les étudiants rechignent à changer de filière, malgré les incitations offertes. Toutefois, la répartition de cette stabilité est fortement différenciée entre les deux sous-groupes.

En effet, 9,78% seulement d'étudiants de la filière professionnalisante consentent à changer de filière, soit un taux de stabilité de 90,22% par rapport au choix initial. A contrario, plus de 35% d'étudiants du deuxième groupe marquent une préférence à changer de filière, soit un taux de stabilité relativement plus faible (65%). Les étudiants ayant fait un premier choix en faveur de la filière professionnalisante semblent être plus sûrs de leurs choix, c'est-à-dire plus rationnels dans leur choix de filière que ceux des filières de formation fondamentale. Ce résultat corrobore ceux de Knetsch (1989) obtenus où à l'issue d'une expérience réalisée entre deux groupes d'étudiants à qui il a été distribué respectivement un « mug » (grosse tasse de café) à l'effigie de leur université ; et une barre de chocolat suisse. Par la suite, il a été proposé aux étudiants du premier groupe d'échanger leur « mug » contre une barre de chocolat ; et à ceux du deuxième groupe d'échanger leur barre de chocolat au « mug ». Or Knetsch observe que 89% des sujets du groupe 1 choisissent de conserver leur « mug » et que 80% des sujets du groupe 2 acceptent de conserver leur barre de chocolat.

Les tableaux ci-dessous présentent les résultats du dépouillement de quelques motivations déclarées des étudiants dans le choix pour la filière professionnalisante ou à contrario pour la filière fondamentale.

L'analyse de quelques caractéristiques socio-démographiques des sujets nous permettrait de mieux comprendre l'effet de dotation.

Tableau 3 : Choix de filière, type de diplôme d'entrée et sexe

Choix de filière	Type de bacc				Sexe			
	Bacc littéraire	%	Bacc scientifique et technique	%	0 (féminin)	%	1 (masculin)	%
0 (filière fondamentale)	184	56,96	139	43,04	200	61,91	123	38,09
1 (filière professionnalisante)	45	24,45	139	75,55	103	55,97	81	44,03
Ensemble	229	-	278	-	303	-	204	-

Sources : Nos calculs.

Comme on pouvait s'y attendre, l'essentiel des étudiants (56,96%) ayant choisi la filière fondamentale détiennent un baccalauréat littéraire. De même, 75,55% d'étudiants disposant d'un diplôme scientifique ou technique s'orientent d'emblée en filière professionnalisante. Toutefois, l'on peut observer une forte proportion d'étudiants disposant d'un baccalauréat scientifique et technique dans la filière littéraire soit 43%, ce qui peut apparaître contre-intuitif. Les deux filières de formation sont en majorité occupées par les étudiants de sexe féminin, soit 62% dans les filières fondamentales et 56% dans les filières professionnalisantes.

Le tableau 4 présente les caractéristiques sexo-spécifiques des étudiants et leur aptitude à changer de filière.

Tableau 4 : Répartition par sexe des étudiants et aptitude à changer de filière

Sexe	Aptitude à changer de filière			
	0 (pas de changement de filière)	%	1 (changement de filière)	%
0 (féminin)	239	63,4	64	49,23
1 (masculin)	138	36,6	66	50,77
Ensemble	377	100	130	100

Source : Nos résultats.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, 377 étudiants sur les 507 interrogés se sont opposés à un éventuel changement de filière si la possibilité leur était offerte. Parmi eux, les étudiants de sexe féminin constituent les 63% de cette sous-population. L'effet de dotation est alors plus prononcé chez les étudiants de sexe féminin. A contrario, les étudiants ouvrant la voie à un éventuel changement de filière se recrutent presque également entre les étudiants des deux sexes, soit 64% pour les étudiants de sexe féminin et 66% pour les étudiants de sexe masculin.

Un autre intérêt de l'étude est l'évaluation d'un consentement à payer un service non marchand comme l'éducation. En effet, les pouvoirs publics ne disposent pas toujours d'une métrique leur permettant de fixer le niveau de contribution à exiger des bénéficiaires des services publics tels l'éducation. Un tel constat peut guider les pouvoirs publics dans la fixation d'un prix administré des frais de scolarité du bien public non marchand qu'est l'éducation. Le tableau 5 ci-dessous présente les consentements à recevoir (CAR) des apprenants positivement disposés à un changement de filière d'études.

Tableau 5 : Consentement à recevoir et âges des étudiants dans les différents choix de formation

Choix initial	CAR Moyen (en F CFA)	CAR Médian (en CFA)	CAR Modal (en F CFA)	Age moyen (en année)	Age médian (en année)	Age modal (en année)
0 (formation fondamentale)	194 464, 2	150 000	100 000	20, 154	20	20
1 (formation professionnelle)	170 555, 556	120 000	100 000	20, 01	20	19

Source : Nos résultats.

Il ressort du tableau 5 que le consentement à recevoir moyen des étudiants à changer de filière est plus élevé chez les « généralistes » que chez les « professionnels », soit 194 464 F CFA contre 170 555 F CFA. Ce qui est a priori logique puisqu'ils ont besoin de plus de moyens pour s'inscrire en filière professionnalisante. Toutefois, ce montant de 194 464 F représente près du double de ce dont ils ont réellement besoin, soit 100 000 F, pour compléter leur scolarité en cas de migration vers la filière professionnalisante. Ce niveau élevé d'exigence pourrait être interprété comme un signe de sérénité, d'assurance et de confiance quant au premier choix effectué. Pourtant, c'est encore eux qui sont le plus disposés à changer de filière si la possibilité leur était offerte (35,29% contre 9,78). Au-delà, ces résultats pourraient aussi être interprétés par les pouvoirs publics comme un indicateur de la capacité des étudiants à s'acquitter des frais de scolarité supérieurs à ceux auxquels ils font face actuellement. En effet, les autorités publiques font souvent face à des difficultés dans la fixation du prix à payer (montant des frais de scolarité) pour des services publics non marchands comme l'éducation. Ces résultats révèlent, toutes choses égales par ailleurs, que les étudiants des filières fondamentales seraient prêts à s'acquitter d'un montant près de quatre fois supérieur à ce qu'ils payent actuellement, soit 194 464 F contre 50 000 F CFA ; tandis que ceux des filières professionnelles paieraient un peu plus d'une fois et demi de plus que ce qu'ils payent actuellement, soit 170 000 F CFA, contre 150 000 F CFA. Dans tous les cas, ces montants demeurent largement inférieurs à ceux exigés dans les institutions privées d'enseignement supérieur pour le même type de formation.

De même, le consentement à recevoir médian en « filière générale » est de 150 000 F, plus élevé que celui exprimé par les étudiants de la « filière professionnalisante », soit 120 000 F.

Le CAR modal, à savoir le montant fréquemment demandé par les sujets de l'expérience en cas de changement de filière est de 100 000 F CFA dans les deux sous-groupes. Cette valeur conforte quelque peu la sincérité des répondants dans la mesure où ceux des étudiants dont le choix initial était la « filière générale » n'avaient besoin que de 100 000 F CFA pour compléter leurs frais de

scolarité à 150 000 F CFA exigés dans la filière professionnalisante. D'autre part, ceux ayant choisi la filière professionnalisante devraient se voir rembourser 100 000 F CFA représentant le trop-perçu de leurs frais de scolarité pour les ramener à 50 000 F CFA correspondant au montant des frais de scolarité exigés dans cette filière. Egalement, les âges moyen et modal semblent se confondre dans les deux sous-groupes, soit 20 ans. De prime à bord, l'âge des sujets ne semble pas constituer un déterminant du changement du choix de filière.

S'agissant de la perception que les étudiants ont de leurs futurs emplois et secteurs d'activité, nous observons qu'ils choisissent la filière professionnalisante d'autant plus qu'ils espèrent accéder facilement à un emploi dès la fin de leur cycle de formation à un taux de 63%, contre 44% pour ceux des formations longues. Le niveau des frais de scolarité n'apparaît pas comme étant un facteur déterminant de choix de filière, car seulement 3% d'étudiants déclarent avoir choisi la filière d'études fondamentales grâce au niveau abordable des frais de scolarité. Ce qui suppose qu'ils auraient pu tout aussi bien choisir la filière professionnalisante où les frais sont plus importants s'ils l'avaient appréciée. D'autre part, 43% d'étudiants des filières classiques souhaiteraient exercer plus tard dans des organismes internationaux contre 39% pour les autres. A la vérité, on s'attendrait à ce que les sujets du groupe 1 (formation professionnalisante) aient une préférence à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat, car leur formation les prédestine davantage au secteur privé, pourtant 5% seulement d'étudiants souhaitent créer leur propre activité à la fin de leurs études, indépendamment des mesures d'accompagnement éventuelles de la part des pouvoirs publics ou de leurs familles.

Par ailleurs, un résultat contre-intuitif est la propension des apprenants des formations professionnalisantes à faire des études doctorales. En effet, une forte proportion d'étudiants (17%) ayant choisi les formations professionnalisantes sont de plus en plus portés à faire des études doctorales plus tard, contre 26% des filières classiques, alors que ce n'est pas la finalité d'une telle offre de formation. Elle vise notamment à produire des cadres compétents devant exercer prioritairement dans le secteur privé où le savoir-faire est davantage valorisé que le savoir tout court. Le niveau d'éducation formelle des parents pour l'essentiel est le niveau de l'enseignement secondaire, que ce soit pour la mère que pour le père pour les deux sous-groupes. Le secteur d'activité des parents, notamment celui du chef de ménage semblent conditionner le choix des filières. En effet, 25% des parents des étudiants des filières professionnelles exercent dans le secteur privé. Leurs enfants aimeraient leur emboîter le pas.

6. Conclusion et recommandations de politique économique

Il a été question dans cette étude de vérifier la présence d'un effet de dotation dans les choix de filière de formation des étudiants à la Faculté des sciences économiques et de Gestion de l'Université de Dschang au Cameroun. A travers une approche expérimentale, nous avons pu constater que ces choix ne dépendent pas toujours d'une logique d'insertion professionnelle future, étant entendu que la finalité de toute formation devrait être l'accès au marché de l'emploi. Les jeunes n'ont pas au départ une idée très précise du métier qu'ils souhaiteraient exercer plus tard. A cause de l'effet de dotation dont ils sont victimes, ils développent davantage une logique de conservation de choix de filière préalablement établi qu'une logique de filière présentant de réelles chances d'accès à un métier futur, lorsqu'une possibilité de changement de filière leur est proposée. Quand bien même les étudiants des formations professionnalisantes expriment un fort taux de stabilité dans leur choix de formation, on se rend vite compte à l'analyse de leurs motivations d'emplois futurs qu'ils n'ont pas une parfaite connaissance du type de métiers qu'ils pourront exercer à la fin de leurs études. Si le choix des filières de formation était éclairé, les étudiants s'orienteraient davantage vers les métiers de pointe qui manquent paradoxalement de preneurs au

pays. Les exemples de multiples chantiers dans divers domaines de métiers sont là pour l'illustrer (travaux de construction du deuxième pont sur le Wouri, construction des complexes multisports dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations 2021, chantiers de construction de diverses infrastructures routières, etc.). Il apparaît alors que la plupart des étudiants camerounais ne choisissent pas leur filière d'étude sur la base des opportunités réelles qu'offre le marché du travail. Et quand bien même ils ont fait un choix qu'ils regrettent, ils rechignent à s'ajuster, malgré les incitations proposées.

Malheureusement, peu de nationaux possèdent des qualifications pour la plupart de ces emplois. Sur le terrain en effet, force est de constater que l'immense majorité d'entre eux occupe des emplois de manœuvres, faute de qualification, bien qu'une directive gouvernementale stipule que 50% au moins des emplois d'encadrement doivent revenir aux nationaux, 60% au moins pour les emplois de maîtrise, et 85% au moins pour les emplois d'exécution.

Dès lors, il conviendrait que les autorités publiques intensifient les campagnes de sensibilisation sur les métiers porteurs en termes d'opportunités d'emplois offerts, qui pourront permettre de construire des économies (vertes), inclusives et résilientes aux chocs environnementaux et sanitaires tels la Covid-19. Ces campagnes pourraient aller de pair avec la mise en place des mécanismes incitatifs en vue d'attirer les étudiants vers les formations à forts impacts pour le développement économique du pays tels que l'institution des bourses d'étude dans ces filières. Des programmes sexo-spécifiques pourraient également être envisagés pour encourager particulièrement les jeunes filles qui forment le gros des étudiants des filières classiques à s'orienter vers les filières scientifiques et technologiques.

Références bibliographiques

Avom, D. et Omgba, L.D. 2017. « De la baisse des cours de pétrole à la récession économique dans la CEMAC : Comment sortir du piège de la « malédiction » du pétrole ? », *Quotidien CAMEROON TRINUNE* du lundi 16 janvier 2017, N°11264/7463, 42^e année, P.9.

Brasseul, J. (2007). « Le rôle de l'éducation dans le développement économique des Etats-unis : le cas du GI Bill », *Revue mondiale des francophonies*, <https://mondesfrancophones.com/espaces/politiques/le-role-de-l%e2%80%99education-dans-le-developpement-economique-des-etats-unis-le-cas-du-gi-bill/> (consulté le 19 décembre 2019).

Cabantous, L. et Hilton, D. 2008. « Économie et psychologie », dans *Economie et cognition*, sous la direction de Walliser Bernard, Editions OPHRYS et Editions de la Maison des sciences de l'homme, pp.93-114.

Carrère-Gée, M.-C. 2018. « La formation professionnelle dans un contexte de révolutions technologiques : l'Union européenne à la croisée des chemins », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, PP. 58-62.

Duru, M., et Mingat, A. 1979. « Comportement des bacheliers : modèle des choix de disciplines », *Consommation*, vol.34, pp. 245-262.

Eber, N. (2016). « Introduction à la microéconomie moderne : une approche expérimentale », *De Boeck Supérieur*, 400 pages, Paris.

Eber, N. et Willinger, M. 2012. « L'économie expérimentale », nouvelle édition, Collection Repères, *La Découverte*, 128 pages, Paris.

Fiorito, J. et Dauffenbach, R. 1982. « Market and Nonmarket Influences on Curriculum Choice by College Students », *Industrial and Labor Relations Review*, vol.36, pp. 88-101.

Glaeser, E.L., & Lu, M. 2018. « Human-Capital Externalities in China », *NBER Working Paper No.24925*.

Hugon, Ph. 2005. « La scolarisation et l'éducation : facteurs de croissance ou catalyseurs du développement ? », *Mondes en développement*, De Boeck Supérieur, vol.4, no 132, pp.13-28.

INS 2014. « Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 4) : Rapports des Etudes thématiques », *Institut National de la Statistique*, République du Cameroun.

Jacquemet, N. et L'Haridon, O. 2016. « Économie expérimentale : comportements individuels, stratégiques et sociaux-Introduction », *L'Actualité économique*, Vol. 92, N° 1-2, HEC Montréal.

Kahneman, D., Knetsch, J. et Thaler, R. 1990. « Experimental Tests of the Endowment Effect and the Coase Theorem », *Journal of Political Economy*, vol. 98, pp. 1325-1348.

Knetsch, J.L. (1989). « The Endowment effect and evidence of non-reversible indifference curves », *American Economic Review*, vol. 79, PP. 673-676.

Knetsch, J.L., Tang, F.-F. et Thaler, R.H. 2001. « The Edowment Effect and Repeated Market Trials: Is Vickrey Auction Demand Revealing? », *Experimental Economics*, vol. 4, PP. 257-269.

Kpelitse, K. A. 2005. « Les déterminants de choix de filières des bacheliers : cas des étudiants togolais », Rapport de recherche présenté pour l'obtention du grade de Msc. Sciences économiques, *Université de Montréal*.

L'Haridon, O. et Paraschiv, C. 2009. « Point de référence et aversion aux portes : quel intérêt pour les gestionnaires ? », *Gérer et Comprendre*, n°97, pp. 60-69.

Lemaître, D. 2007. « Introduction, Les Sciences de l'éducation-Pour l'Ère nouvelle », Vol. 40, N°3, PP. 7-10.

Maurel, A. 2015. « Quels sont les déterminants des choix d'orientation dans l'enseignement supérieur ? », *Regards croisés sur l'économie*, La Découverte, vol.1, n° 16, pp. 69-79.

May, K. 1954. "Intransitivity, utility, and the aggregation of preference patterns", *Econometrica*, vol. 22, pp. 1-13.

Mc Fadden, D. 1973. "Conditional Logit Analysis of Quantitative Choice Behavior", in *Frontiers in Econometrics*, N.Y., Academic Press, 1973, 105-142.

MINESUP 2018. « Annuaire statistique du ministère de l'enseignement supérieur 2017 », *Ministère de l'enseignement supérieur*, Yaoundé.

Montmarquette, C., Cannings, K. et Mashedjian, S. 2002. "How Do Young People Choose College Majors?", *Economics of Education Review*, n°21, pp. 543-556.

Montmarquette, C., Cannings, K. et Mashedjian, S. 1997. "How Do Young People Choose College Majors?", *Cahier de Recherche*, No.2497, C.R.D.E, Université de Montréal.

Montmarquette, C., Mourji, F., et Mashedjian, S. 1998. « Les Choix de Filières Universitaires par les Lycéens Marocains : Préférences et Contraintes », *L'Actualité Économique*, pp. 485-522.

SND30 2020. « Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 : pour la transformation structurelle et le développement inclusif », *Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire*.

Plott, C.R. et Zeiler, K. 2005. « The Willingness to Pay/Willingness to Accept Gap, the « endowment Effect », Subject Misconception and Experimental Procedures for Eliciting Valuation », *American Economic Review*, vol. 95, pp. 530-545.

Robin, S., Rozan, A. et Ruffieux, B. (2008). « Mesurer les préférences du consommateur pour orienter les décisions des pouvoirs publics : l'apport de la méthode expérimentale », *La Documentation française*, « Economie & prévision », Vol. 1, n° 182, pp. 113-127.

Thaler, R. H. et Cass, S. 2010. « Nudge, la méthode douce pour inspirer la bonne décision », *Editions Vuibert*, 277p.

Thaler, R. H. 2015. "Misbehaving. The Making of Behavioural Economics", New York, W. W. Norton & Company, Allen Lane, 432 pages, London.

Tversky, A. 1969. "Intransitivity of Preferences", *Psychological Review*, vol. 76, pp. 31-48.

UNESCO-BREDA 2005. « Éducation pour tous en Afrique ». *Repères pour l'action*, Dakar.

Valero, A. et Van Reenen, J. 2019. « The economic impact of universities : Evidence from across the globe », *Economics of Education Review*, Elsevier, n°68, pp.53-67.

Walliser, B. (2008). « Economie et cognition », sous la direction, *Editions OPHRYS et Editions de la Maison des sciences de l'homme*, 263 pages.